

## **Avenant du 30 octobre 2025**

à l'avenant du 13 février 2025  
relatif à la modification du chapitre VII « Prévoyance »

NOR : ASET2650125M

IDCC : 1589

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UMF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FNPD CGT ;**

**CFDT services ;**

**FGTA FO,**

d'autre part,

### **Préambule**

Les partenaires sociaux de la branche des mareyeurs-expéditeurs ont décidé de modifier par le présent avenant de révision l'avenant du 13 février 2025 portant modification du chapitre VII « Prévoyance » de la convention collective nationale des mareyeurs-expéditeurs du 15 mai 1990 aux fins de son extension.

En effet, une demande d'extension dudit avenant auprès des services centraux du ministère en charge du travail a été effectuée. Après étude de cette demande, les services centraux du ministère informèrent l'union du mareyage français que ledit avenant ne pouvait être étendu, faute de comporter des stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés ou, à défaut, d'apporter des justifications sur les raisons de l'absence de telles stipulations.

La justification de l'absence de dispositions spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés est l'objet du présent avenant de révision.

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> | Justification de l'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés dans l'avenant du 13 février 2025 portant modification du chapitre VII « Prévoyance »**

Il est ajouté à l'avenant du 13 février 2025 portant sur la modification du chapitre VII « Prévoyance » de la convention collective nationale des mareyeurs-expéditeurs du 15 mai 1990, un article 8 rédigé comme suit :

« Selon les données Insee, au 31 décembre 2023, dans la branche du mareyage, 93,5 % des entreprises emploient moins de 50 salariés. Les parties ont ainsi nécessairement pris en compte les contraintes de ces entreprises, rendant superflues des dispositions spécifiques pour celles de moins de 50 salariés.

Il n'y a donc pas lieu de prévoir, dans le présent avenant, des dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. »

**Article 2 | Entrée en vigueur, durée et dépôt de l'avenant de révision**

Le présent avenant de révision est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> décembre 2025 sous réserve que les formalités de dépôt décrites ci-dessus aient bien été réalisées à cette date.

La partie la plus diligente procédera aux formalités de dépôt du présent accord auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires.

**Article 3 | Demande d'extension**

La partie la plus diligente présentera une demande d'extension de cet avenant de révision auprès des services centraux du ministère chargé du travail.

*Fait à Paris, le 30 octobre 2025.*

(Suivent les signatures.)